



**Conseil économique
et social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/2000/NGO/142
13 mars 2000

Original: ANGLAIS
ET FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante sixième session
Point 13 de l'ordre du jour provisoire

DROITS DE L'ENFANT

Exposé écrit*/ présenté par Human Rights Advocates, Inc., organisation non
gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué
conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[8 mars 2000]

*/ Exposé écrit publié tel quel, sans avoir été revu par les services
d'édition.

Moyens mis en oeuvre pour la réintégration des enfants démobilisés

1. Approximativement 300.000 enfants âgés de moins de 18 ans sont soldats dans 36 pays. Beaucoup s'enrôlent pour des raisons économiques, des pressions sociales ou parce qu'ils ont besoin d'un toit pour vivre. D'autres sont recrutés d'office, ou kidnappés par des groupes armés. Filles et garçons sont concernés. Cette année, le groupe de travail pour un changement du protocole sur la Convention des Droits de l'Enfant dans les conflits armés a fixé l'âge de participation dans les conflits armés à 18 ans. Cependant certains problèmes persistent.
2. Nombre d'enfants risquent d'être recrutés parce que leurs âges sont indéterminés et difficiles à prouver. La majorité des pays où les enfants sont enrôlés dans l'armée ont déjà des législations qui fixent l'âge de recrutement à 18 ans. Malgré cela des enfants bien plus jeunes sont enrôlés parce qu'ils paraissent être plus âgés qu'ils ne le sont. Cela est particulièrement vrai dans des endroits où il n'y a pas d'acte de naissance et de documentation sur l'âge de l'enfant.¹ Des systèmes de vérification de l'âge des enfants doivent être mis en place.
3. Même si les gouvernements reconnaissent l'existence d'enfants soldats et créent des provisions pour prévenir le recrutement d'enfants, ils peuvent omettre de prévoir des provisions pour aider à la démobilisation d'enfants actuellement soldats. La communauté mondiale a observé qu'en l'absence de provisions spécifiques à la démobilisation d'enfants, les besoins particuliers des enfants sont rarement pris en compte.² Beaucoup d'ex-enfants soldats n'ont pas accès à l'école, aux programmes de regroupement familial, et même à de la nourriture et à un abri dont ils ont besoin dans une société civilisée.³
4. Contraints à apprendre à tuer au lieu d'aller à l'école, les enfants n'ont pas la connaissance et les capacités dont ils ont besoin pour construire leur avenir et l'avenir de leurs communautés. Parce que la plupart du temps les ex-enfants soldats n'ont nulle part où aller, ils sont les cibles de la prostitution infantile et du travail illégal. Les enfants partis aux conflits armés requièrent souvent des soins médicaux. Beaucoup souffrent de problèmes mentaux et physiques. La communauté mondiale doit dès à présent se donner les moyens de recevoir les enfants démobilisés.

¹ Organisation des Nations Unies, Publication HR/CRC/00/7 sur le Sierra Leone

² Grac'a Machel, expert nommé par le Secrétaire Général pour l'étude de l'impact des conflits armés sur les enfants, A/51/306, paragraphe 49

³ Arrêter l'usage des enfants soldats, www.hrw.org/hrw/campaigns/crp/facts.htm

La prostitution infantile

5. Les jeunes filles qui ont été les femmes ou les servantes des combattants doivent une fois démobilisées ne pas sombrer dans la prostitution.⁴ Un exemple d'enfants devenus les victimes de la prostitution une fois démobilisés, fut à l'arrivée des forces de paix au Mozambique : des filles âgées de 12 à 18 ans furent recrutées en tant que prostituées par des soldats de l'Organisation des Nations Unies.⁵

Éducation

6. De nombreux traités garantissent le droit à l'éducation. Cependant, nombre de pays n'ont pas les infrastructures nécessaires pour permettre aux ex-enfants soldats d'aller à l'école.

7. Au Sierra Léone la majorité des écoles sont détruites et pratiquement 70 pour-cent des enfants ne vont pas à l'école primaire⁶. En Angola seulement 50 pour-cent des enfants en âge d'aller à l'école sont inscrits et la plupart des enfants arrêtent d'aller à l'école après le C.P.⁷ En Géorgie, la part tenue par l'éducation dans le revenu national est passée de 6 pour-cent à 1 pour-cent en 1996.⁸

8. Alors que la plupart des programmes d'urgence ont pour principal intérêt l'éducation primaire, l'éducation secondaire ne doit pas passer au second plan. La majorité des enfants démobilisés ont l'âge requis pour bénéficier de l'éducation secondaire. S'il n'y a pas de programme d'urgence d'éducation secondaire disponible pour ce groupe d'âge, les enfants n'auront d'autres alternatives que de se réengager dans l'armée.

9. Pour un enfant qui a été soldat, l'accès à l'éducation est plus qu'une voie vers l'emploi. L'éducation l'aide à normaliser sa vie et à développer une identité séparée de celle du soldat. Il est très probable que des classes prenant en compte les besoins spécifiques des enfants démobilisés devront être mises en place jusqu'à ce que ces enfants puissent réintégrer progressivement le système scolaire habituel.

⁴ Grac'a Machel, expert nommé par le Secrétaire Général pour l'étude de l'impact des conflits armés sur les enfants, A/51/306, paragraphe 97

⁵ Ibid, paragraphe 98

⁶ Organisation des Nations Unies, Publication, HR/CRC/00/7

⁷ UNICEF Information, plaidoirie: protégez les enfants de l'Angola

⁸ Information provenant de l'UNICEF Centre de Recherche Innocenti sur le projet MONEE, Après la chute, Novembre 1999

Les familles

10. Les enfants non accompagnés représentent 2 à 5 pour-cent des réfugiés dans le monde.⁹ Des efforts pour regrouper l'enfant et sa famille doivent être mis en place. Cela permettra à l'enfant de se sentir à nouveau en sécurité et stable.

11. Localiser les parents des enfants peut être long et difficile. Pendant ce temps, il faut prendre certaines mesures. Entre autres, les enfants doivent être placés dans des familles d'accueil afin de les réhabituer à une structure familiale et à les empêcher de rejoindre l'armée.

12. Le problème des enfants déplacés dans leur pays est réel. Nombre d'enfants-soldats ont été déplacés dans leur propre pays. Depuis le commencement de la guerre au Sierra Léone, 690.000 enfants âgés de moins de 18 ans ont été déplacés.¹⁰ Alors que les enfants réfugiés bénéficient d'une attention toute particulière de la part de nombre d'organisations internationales, les enfants qui sont déplacés dans leur pays reçoivent moins de protection et ce même s'ils sont souvent en plus grand danger. Alors que les enfants déplacés dans leur pays doivent être protégés par leur propre pays, ils sont pris au piège dans des zones de conflit. Ils sont souvent localisés dans des endroits inaccessibles et dangereux.

Santé

13. Les jeune filles qui ont été les femmes ou les servantes des combattants, ont besoin d'être testé contre le virus du SIDA. Malheureusement des tests de despitage du SIDA ne sont pas toujours disponibles. Par exemple, il n'y a pas de système complet de despitage du SIDA au Sierra Léone. Cela est alarmant quand on sait que chaque jour 8.500 enfants et jeunes personnes sont infectés par le virus du SIDA dans le monde. En 1998 approximativement 200.000 africains, pour la plupart des femmes, sont morts durant les conflits armés alors que 2 millions de personnes sont décédées des suites du SIDA.¹¹

14. Beaucoup d'enfants sont traumatisés par leur expérience en tant que soldats. Au Kenya, dans le camp de Kakuma 11.000 enfants soudanais ont été enlevés alors qu'ils étaient très jeunes par des rebelles soudanais. Ils ont été envoyés à travers les champs de mine. Beaucoup souffrent

⁹ Christiane Berthiaume, Sculs au monde, article sur les enfants et leurs familles (95,1-1994) que l'on peut consulter à unhcr.ch/issues/children

¹⁰ Organisation des Nations Unies, Publication, HR/CRC/00/7, Le Comité sur les Droits de l'enfant s'intéresse au rapport du Sierra Léone quant à l'implémentation de la Convention

¹¹ La condition au niveau planétaire des enfants de l'an 2000, Rapport de presse UNICEF

de forte dépression.¹² Ils ont besoin de thérapies professionnelles.

15. Des millions d'enfants sont tués durant les conflits armés, et trois fois plus sont sérieusement blessés ou handicapés. En Afghanistan environ 100.000 enfants ont été blessés lors de conflits armés, la plupart des blessures sont causées par des mines. Seulement 3 pour-cent des enfants blessés dans les pays en développement reçoivent des soins rééducatifs.¹³ Le manque de soins réhabilitatifs est contraire à l'article 23 de la Convention des Droits de l'Enfant, qui décrit explicitement les responsabilités des États parties pour enjoindre effectivement l'accès à l'éducation, à la santé et aux soins réhabilitatifs des enfants handicapés.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

16. Human Rights Advocates se réjouit et encourage la mise en oeuvre du protocole à la Convention sur les Droits de l'Enfant concernant la participation aux conflits armés des enfants âgés de moins de 18 ans.

17. Human Rights Advocates recommande que le mandat du rapporteur spécial au sujet de l'impact des conflits armés sur les enfants doit poursuivre l'étude des problèmes suivants, quand il va évoquer les droits de l'homme des enfants qui ont été dans l'armée et qui peuvent toujours se réengager :

- mettre en place des méthodes de vérification de l'âge de recrutement
- promouvoir des alternatives à la prostitution telles que la réintégration sociale et l'école gratuite
- donner aux enfants le maximum de chance d'accéder à l'école et tout particulièrement à l'école secondaire pendant et après les conflits armés
- mettre en place des programmes pour l'aide psychologique et la réhabilitation des enfants
- retrouver les familles des enfants non accompagnés et en attendant promouvoir le placement des enfants dans des familles d'accueil.

¹² Christiane Berthiaume, Seuls au monde, article sur les enfants et leurs familles (95,1-1994) que l'on peut consulter à unhcr.ch/issues/children

¹³ Grac'a Machel, expert nommé par le Secrétaire Général pour l'étude de l'impact des conflits armés sur les enfants, A/51/306, paragraphe 145